

VIH, quand les coupes budgétaires menacent des décennies de progrès !

Compte Test - 2026-08-03 07:15:32 - Vu sur pharmacie.ma

Pendant des décennies, la lutte contre le VIH a été présentée comme l'un des plus grands succès de la coopération internationale. Grâce aux progrès scientifiques, à l'accès élargi aux traitements et à une mobilisation financière sans précédent, des millions de vies ont été sauvées et l'objectif d'en finir avec l'épidémie semblait enfin à portée de main. Pourtant, les conclusions présentées lors de la Conférence internationale sur le sida 2026 rappellent une vérité qu'on a tendance à oublier : les progrès sanitaires ne sont jamais définitivement acquis. Le constat est préoccupant. Selon l'Onusida, les financements mondiaux consacrés à la lutte contre le VIH ont chuté de 25 % en un an, principalement en raison du recul du soutien américain, auquel se sont ajoutées les réductions budgétaires de plusieurs pays européens. Il s'agit de la plus forte baisse jamais enregistrée sur une période aussi courte. Derrière ces chiffres se cachent des conséquences bien réelles pour les patients, les professionnels de santé et les systèmes de santé les plus vulnérables. Certes, plusieurs pays ont augmenté leurs investissements nationaux, preuve d'une volonté croissante d'assumer eux-mêmes le financement de leurs programmes. Cette évolution est indispensable pour garantir une plus grande autonomie. Mais elle ne saurait masquer une réalité économique incontournable. Dans de nombreux pays à faible revenu, les ressources nationales restent insuffisantes pour compenser la disparition brutale de financements internationaux qui ont soutenu la riposte au VIH pendant plus de deux décennies. Les indicateurs mondiaux demeurent encourageants puisque le nombre de décès liés au sida a atteint en 2025 son niveau le plus bas depuis 30 ans. Cette performance est à relativiser. Les nouvelles infections repartent à la hausse dans plusieurs pays et les décès augmentent de nouveau dans certaines régions. Les nombre d'États qui pourraient éradiquer l'épidémie avant 2030 se compte sur les doigts d'une seule main. Les perturbations que connaît le programme américain PEPFAR (President's Emergency Plan for AIDS Relief) illustrent parfaitement les conséquences d'un retrait financier. Depuis son lancement en 2003, cette initiative a permis de sauver plus de 26 millions de vies. Aujourd'hui, des milliers de centres de prise en charge ont fermé, des programmes de prévention ont été interrompus et les populations les plus vulnérables sont les premières touchées. Plus préoccupant encore, l'accès aux traitements pédiatriques recule fortement, privant des dizaines de milliers d'enfants d'une prise en charge indispensable. Cette situation dépasse largement la seule question budgétaire. Elle rappelle que la santé mondiale repose sur une responsabilité partagée. Aucun pays ne peut, à lui seul, mettre fin à une pandémie qui ignore les frontières. Renforcer les financements nationaux est une nécessité, mais cela ne dispense pas la communauté internationale de maintenir son engagement. Renoncer aujourd'hui aux investissements consentis depuis des décennies reviendrait à compromettre des acquis obtenus au prix d'efforts considérables. En matière de VIH, l'économie à court terme risque fort de coûter beaucoup plus cher demain, en vies humaines comme en stabilité sanitaire.